

REPUBLIQUE DU NIGER

Fraternité – Travail – Progrès

MINISTERE DES FINANCES

SECRETARIAT GENERAL

**DIRECTION GENERALE DES OPERATIONS
FINANCIERES ET DES REFORMES**

0542
Arrêté N°...../MF/SG/DGOF/R

du.....23 NOV 2018

portant organisation de la Direction Générale des
Opérations Financières et des Réformes et fixant
les attributions des responsables

LE MINISTRE DES FINANCES,

Vu la Constitution du 25 novembre 2010 ;

Vu la loi n°2011-20 du 8 août 2011 déterminant l'organisation générale de l'administration civile de l'Etat et fixant ses missions ;

Vu le décret n°2011-526/PRN/MFP/T du 26 octobre 2011, portant Modalités d'organisation des services centraux des Ministères et de détermination des attributions de leurs responsables ;

Vu le décret n°2016-161/PRN du 02 avril 2016, portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement ;

Vu le décret n°216-572/PRN du 19 octobre 2016, portant remaniement des membres du Gouvernement et les textes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n°2016-623/PRN du 14 novembre 2016, portant organisation du Gouvernement et fixant les attributions des Ministères d'Etat, des Ministres et des Ministres Délégués ; modifié par le décret n°2018-474/PRN du 09 juillet 2018 ;

Vu le décret n°2016-624/PM du 14 novembre 2016, précisant les attributions des membres du Gouvernement, modifié par le décret n°2018-475/PM du 09 juillet 2018 ;

Vu le décret n°2018-497/PRN/MF du 20 juillet 2018, portant Organisation du Ministère des Finances ;

Sur proposition du Directeur Général des Opérations Financières et des Réformes ;

ARRETE :

CHAPITRE PREMIER : DES DISPOSITIONS GENERALES

Article premier : Le présent arrêté détermine l'organisation de la Direction Générale des Opérations Financières et des Réformes et fixe les attributions des responsables.

CHAPITRE II : DE L'ORGANISATION

Section I : De la Direction Générale des Opérations Financières et des Réformes

Article 2 : La Direction Générale des Opérations Financières et des Réformes est organisée ainsi qu'il suit et comprend :

- le Secrétariat du Directeur Général ;
- un (01) ou deux (02) Assistants ;
- la Cellule Informatique ;
- le Service Administratif et Financier (SAF) ;
- la Direction des Réformes Financières (DRF) ;
- la Direction de la Monnaie, du Crédit et de l'Epargne (DMCE) ;
- la Direction du Contrôle des Assurances (DCA) ;
- la Direction des Entreprises Publiques et du Portefeuille de l'Etat (DEP/PE) ;
- la Direction du Suivi de la Coopération Financière (DSCF) ;
- la Direction de la Dette Publique (DDP).

Article 3 : Le secrétariat de la Direction Générale, les Assistants, la Cellule Informatique et le Service Administratif et Financier (SAF) sont directement rattachés à la Direction Générale.

Article 4 : La Direction Générale des Opérations Financières et des Réformes est dirigée par un Directeur Général nommé par décret pris en Conseil des Ministres sur proposition du Ministre chargé des Finances.

Il peut être secondé par un Directeur Général Adjoint nommé dans les mêmes conditions.

Il est mis fin à leurs fonctions dans les mêmes formes.

Article 5 : Les secrétaires de direction sont affectés au sein des Directions par décision du Secrétaire Général sur proposition du Directeur des Ressources Humaines après avis conforme du Directeur Général des Opérations Financières et des Réformes.

Il est aussi mis fin à leurs fonctions dans les mêmes formes.

Les Assistants sont nommés par arrêté du Ministre des Finances sur proposition du Directeur Général des Opérations Financières et des Réformes.

Les Assistants ont rang de Directeur central et bénéficient des avantages associés à cette fonction au niveau du Ministère des Finances.

Il est mis fin à leurs fonctions dans les mêmes formes.

Article 6 : Le Chef de Service Administratif et Financier et le Chef de la Cellule Informatique sont nommés par arrêté du Ministre des Finances sur proposition du Directeur Général des Opérations Financières et des Réformes. Ils ont rang de Chef de Division.

Il est mis fin à leurs fonctions dans les mêmes formes.

Section II : Des Directions Techniques Nationales

Paragraphe I : De la Direction des Réformes Financières (DRF)

Article 7 : La Direction des Réformes Financières est organisée ainsi qu'il suit et Comprend :

- le Secrétariat du Directeur ;
- la Division de Suivi des Programmes Macroéconomiques (DSPM) ;
- la Division de Coordination et de Suivi des Réformes Financières (DCSRF) ;
- la Division des Etudes et d'Analyses Economiques et Financières (DEAEF).

Paragraphe II : De la Direction de la Monnaie, du Crédit et de l'Epargne (DMCE)

Article 8 : La Direction de la Monnaie, du Crédit et de l'Epargne est organisée ainsi qu'il suit et comprend :

- le Secrétariat du Directeur ;
- la Division des Finances Extérieures (DFEX) ;
- la Division des Activités Monétaires et Bancaires (DAMB) ;
- la Division des Etudes et des Systèmes d'Information (DEI) ;
- la Division Promotion et Développement des Systèmes Financiers Décentralisés (DPD/SFD).

Paragraphe III : De la Direction du Contrôle des Assurances (DCA)

Article 9 : La Direction du Contrôle des Assurances est organisée ainsi qu'il suit et comprend :

- le Secrétariat du Directeur ;
- la Division Contrôle des Comptes et Statistiques (DCCS) ;
- la Division Législation et Réglementation (DLR) ;
- la Division Formation et Systèmes d'Information (DF/SI) ;
- la Brigade des Commissaires Contrôleurs des Assurances (BCCA).

Paragraphe IV : De la Direction des Entreprises Publiques et du Portefeuille de l'Etat (DEP/PE)

Article 10 : La Direction des Entreprises Publiques et du Portefeuille de l'Etat est organisée ainsi qu'il suit et comprend :

- le Secrétariat du Directeur ;
- la Division des Etudes, des Statistiques et des Systèmes d'Information (DES/SI) ;
- la Division Juridique et du Contentieux (DJC) ;
- la Division du Suivi du Portefeuille de l'Etat (DSPE) ;
- la Division du Suivi de la Comptabilité (DSC).

Paragraphe V : De la Direction du Suivi de la Coopération Financière (DSCF)

Article 11 : La Direction du Suivi de la Coopération Financière est organisée ainsi qu'il suit et comprend :

- le Secrétariat du Directeur ;
- la Division des Etudes et Affaires Juridiques (DEAJ) ;
- la Division du Suivi des Programmes d'Appui Budgétaire (DSPAB) ;
- la Division du Suivi de la Coopération Bilatérale (DSCB) ;
- la Division du Suivi de la Coopération Multilatérale (DSCM).

Paragraphe VI : De la Direction de la Dette Publique (DDP)

Article 12 : La Direction de la Dette Publique est organisée ainsi qu'il suit et comprend :

- le Secrétariat du Directeur ;

- la Division de la Dette Intérieure (DDI) ;
- la Division de la Dette Extérieure (DDE) ;
- la Division des Etudes et des Statistiques (DES);
- la Division Systèmes d'Information et Gestion des Données (DSI/GD).

Article 13 : Les Chefs de Division, de Brigade et de Cellule des Directions techniques nationales sont nommés par arrêté du Ministre des Finances sur proposition du Directeur Général des Opérations Financières et des Réformes, après avis des Directeurs Techniques Nationaux.

Il est mis fin à leurs fonctions dans les mêmes formes.

CHAPITRE III : DES ATTRIBUTIONS DES RESPONSABLES

Section 1 : Du Directeur Général des Opérations Financières et des Réformes.

Article 14 : Sous l'autorité du Secrétaire Général, le Directeur Général des Opérations Financières et des Réformes est chargé du suivi de la politique financière et d'endettement de l'Etat, des réformes financières et de l'application de la réglementation en matière de monnaie, de crédit, d'épargne, des relations financières et monétaires internationales, de gestion des entreprises publiques et parapubliques, du portefeuille de l'Etat et des assurances.

A ce titre, il exerce les attributions suivantes :

- la coordination de la formulation, du suivi et de l'évaluation des Programmes Economiques et Financiers ;
- la participation à la formulation, au suivi et à l'évaluation des politiques et stratégies nationales d'endettement public ;
- la contribution à la coordination de la gestion de la dette publique et du contentieux de l'Etat ;
- la coordination et le suivi des Programmes d'appuis budgétaires ;
- l'élaboration et le suivi de la mise en œuvre des plans d'actions des réformes en matière de gestion des Finances Publiques ;
- le suivi des relations avec les institutions et organisations internationales intervenant dans les secteurs couvrant ses domaines de compétence, en relation avec les structures concernées ;
- le suivi de la mise en œuvre des processus et des programmes en matière d'intégration économique, monétaire et financière régionale ;
- l'élaboration du cadrage macro-budgétaire et la participation à l'élaboration du

Document de Programmation Budgétaire et Economique Pluriannuelle (DPBEP) global ;

- l'appui à l'élaboration des Documents de Programmation Pluriannuel des dépenses (DPPD) sectoriels;
- la participation à la préparation des prévisions macroéconomiques ;
- la contribution à la réalisation de toutes études générales ou spécifiques nécessaires à l'élaboration de perspectives, plans, programmes et projets de développement ;
- le suivi et la publication des opérations financières de l'Etat ;
- le suivi des activités des banques, des assurances et des systèmes financiers décentralisés (SFD);
- le suivi des activités et de l'exercice de la tutelle des entreprises publiques et parapubliques ;
- le suivi de la gestion du portefeuille de l'Etat ;
- l'administration des crédits budgétaires relatifs au service de la dette publique et des dépenses liées aux réparations civiles et contentieux de l'Etat.

Section 2 : Des attributions des responsables rattachés à la Direction Générale

Article 15 : Sous l'autorité du Directeur Général, le Secrétaire de Direction assiste le Directeur Général dans l'accomplissement de ses missions.



A ce titre, il ou elle est chargé (e) de :

- la réception, l'enregistrement et le traitement, du courrier arrivé et départ ;
- l'organisation des audiences du Directeur Général ;
- la gestion des fournitures, mobilier et matériel de fonctionnement.

Article 16 : Placé sous l'autorité du Directeur Général, le Chef de la Cellule Informatique assiste le Directeur Général dans l'accomplissement de ses fonctions.

A ce titre, il est chargé de :

- la gestion du parc informatique ;
- l'installation des logiciels et leur maintenance;
- le recyclage des agents en informatique ;
- la participation aux travaux relatifs à l'informatisation des services.



Article 17 : Placé sous l'autorité du Directeur Général, le Chef de Service Administratif et Financier assiste le Directeur Général dans l'accomplissement de ses fonctions.

A ce titre, il est chargé de :

- l'administration et la gestion du personnel de la Direction Générale ;
- la gestion des crédits et du matériel de la Direction Générale ;
- la centralisation et le traitement des besoins de fournitures et de matériels;
- l'élaboration et le suivi de l'exécution des budgets annuels de fonctionnement;
- la participation, en relation avec les structures concernées aux activités se rapportant à la gestion du personnel.

Section 3 : Des Directions Techniques Nationales

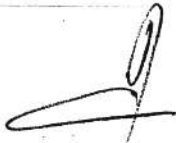

Paragraphe I : De la Direction des Réformes Financières(DRF)

Article 18 : La Direction des Réformes Financières est placée sous l'autorité du Directeur Général. Elle est dirigée par un Directeur nommé par décret pris en Conseil des Ministres sur proposition du Ministre des Finances.

Il est mis fin à ses fonctions dans les mêmes conditions.

A ce titre, il est chargé de :

- la conduite des travaux de préparation technique et de suivi des Programmes de Réformes Economiques et Financières ;
- l'élaboration et le suivi de la mise en œuvre des Plans d'Actions des Réformes en matière de Gestion des Finances Publiques ;
- l'élaboration et l'analyse des Tableaux des Opérations Financières de l'Etat (TOFE) périodiques ;
- la collecte et la gestion des données économiques, financières et sociales relatives aux consultations au titre des revues des Programmes Economiques et Financiers et de l'article IV des Statuts du FMI ;
- la réalisation des études économiques, financières et sociales dans le cadre des orientations de la politique budgétaire du Gouvernement ;
- l'élaboration du cadre macro-budgétaire et la participation à l'élaboration du Document de Programmation Budgétaire et Economique Pluriannuelle (DPBEP) ;
- l'appui à l'élaboration des Documents de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD) ;



- la participation à la recherche et à la mobilisation des financements relatifs aux programmes des réformes économiques et financières ;
- l'élaboration et la diffusion des statistiques des finances publiques notamment celles publiées par le FMI ;
- la coordination des activités du Comité National de Politique Economique (CNPE) ;
- la coordination des travaux d'élaboration des programmes pluriannuels de convergence économique de l'UEMOA et de la CEDEAO ;
- la coordination des travaux d'élaboration des rapports périodiques sur la surveillance multilatérale dans le cadre de l'UEMOA et de la CEDEAO ;
- la préparation à l'élaboration des notes de décaissement des appuis budgétaires ;
- la contribution à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique d'endettement public.

Article 19 : Le Secrétariat du Directeur des Réformes Financières est animé par un Secrétaire de direction placé sous l'autorité du Directeur des Réformes Financières. Il l'assiste dans l'accomplissement de ses fonctions.

A ce titre, il est chargé de :

- la réception, l'enregistrement et le traitement du courrier arrivé et départ ;
- la gestion des fournitures, mobilier et matériel de la direction;
- l'organisation des réunions du Directeur.

Article 20 : La Division de Suivi des Programmes Macroéconomiques (DSPM) est dirigée par un Chef de Division placé sous l'autorité directe du Directeur. Il assiste le Directeur dans l'accomplissement de sa fonction.

A ce titre, il est chargé de :

- la préparation technique et le suivi de la mise en œuvre des Programmes Economiques et Financiers ;
- la collecte et la gestion des données économiques, financières et sociales relatives aux consultations au titre des revues des Programmes Economiques et Financiers et de l'Article IV des Statuts du FMI ;
- l'élaboration et l'analyse des Tableaux des Opérations Financières de l'Etat (TOFE) périodiques, en rapport avec les structures concernées (DGI, DGD, DGB, DGT/CP, DGPD/MP, BCEAO, etc. ;) ;
- le suivi de l'élaboration et de la diffusion des statistiques des finances publiques ;
- le suivi de l'élaboration et de la mise en œuvre du plan de développement des statistiques des finances publiques ;

- la préparation des dossiers liés à la participation de la Direction aux travaux du Comité Technique du Comité Interministériel de Suivi de la Politique d'Endettement de l'Etat et de Négociation des Aides Budgétaires (CISPEE/NAB) ;
- la préparation à l'élaboration des notes des décaissements des appuis budgétaires ;
- la préparation aux travaux du Comité Balance des Paiements ;
- la préparation aux travaux du Comité de suivi des Partenariats Publics-Privés, notamment la contribution à l'évaluation de leur impact sur la soutenabilité budgétaire.

Article 21 : La Division de Coordination et de Suivi des Réformes Financières (DC/SRF) est dirigée par un Chef de Division placé sous l'autorité directe du Directeur. Il assiste le Directeur dans l'accomplissement de sa fonction.

A ce titre, il est chargé de :

- la préparation des travaux relatifs aux programmes de réformes en matière de gestion des finances publiques ;
- la préparation des programmes annuels de travail ;
- la préparation des rapports trimestriels et annuels de suivi de la mise en œuvre des programmes ;
- la préparation des réunions des instances de pilotage et de de coordination technique des programmes de réformes ;
- le secrétariat des réunions du Comité Technique de Suivi des Réformes ;
- la préparation des activités de préparation et de suivi des réformes.

Article 22 : La Division des Etudes, Analyses Economiques et Financières (DEAE/F) est dirigée par un Chef de Division placé sous l'autorité directe du Directeur. Il assiste le Directeur dans l'accomplissement de sa fonction.

A ce titre, il est chargé de :

- la réalisation des études économiques, financières et sociales ;
- la réalisation du cadrage macro-budgétaire et l'appui à l'élaboration des DPBEP et DPDDD ;
- la contribution à l'élaboration du document d'orientation Economique et la stratégie budgétaire à court et moyen terme ;
- la conduite des analyses économiques et financières afin de mieux d'orienter les décideurs ;

AM



- la réalisation des études thématiques pour mieux orienter le choix de la politique économique du Gouvernement ;
- le suivi d'une meilleure coordination entre la politique budgétaire et la politique monétaire ;
- l'appui à la conception et mise en œuvre efficace et pérenne de la politique économique ;
- le suivi de la conjoncture nationale et internationale et la préparation des bulletins des prévisions mensuelles des recettes pour mieux maîtriser les dépenses sur la base des sous modules de prévisions mis en place ;
- la mise en place des outils d'analyse et de prévision économique ;
- la préparation aux travaux du Comité National de Politique Economique (UEMOA) et du Comité National de Coordination (CEDEAO) ;
- la préparation des travaux d'élaboration des programmes pluriannuels de convergence économique de l'UEMOA et de la CEDEAO ;
- la préparation des travaux d'élaboration des rapports périodiques sur la surveillance multilatérale dans le cadre de l'UEMOA et de la CEDEAO.

Paragraphe II : De la Direction de la Monnaie, du Crédit et de l'Epargne (DMCE)

Article 23: La Direction de la Monnaie, du Crédit et de l'Epargne (DMCE) est placée sous l'autorité du Directeur Général des Opérations Financières et des Réformes. Elle est dirigée par un Directeur qui est nommé par décret pris en Conseil des Ministres sur proposition du Ministre chargé des Finances.

Il est mis à ses fonctions dans les mêmes formes.

A ce titre, il exerce les attributions suivantes:

- l'élaboration et de l'application de la législation et de la réglementation en matière de monnaie, de crédit, de l'épargne et des relations financières extérieures ;
- la participation à l'élaboration de la balance des paiements ainsi qu'au suivi de l'évolution des avoirs extérieurs de concert avec la BCEAO ;
- l'organisation et le contrôle des professions bancaires et des professions libérales dans les domaines économique, financier, comptable et de transit douanier ;
- le contrôle sur place et sur pièces de la réglementation de change au niveau des banques et des bureaux de change ;
- le contrôle des professions libérales connexes au système financier ;
- le suivi de la réalisation des critères de convergence entre les Etats membres de l'UEMOA et de la CEDEAO dans le secteur de la monnaie et du crédit ;

- la participation à la promotion du marché financier régional ;
- la participation à l'élaboration et à l'application de la réglementation des Systèmes Financiers Décentralisés (SFD) ;
- la promotion et le développement de la finance inclusive ;
- l'exercice de la tutelle des banques, des établissements financiers, des loteries et des salles de jeux ;
- la constitution d'interface du Ministère des Finances dans ses rapports avec les organisations économiques et financières sous régionales, régionales et internationales exerçant dans ses domaines de compétence.

Article 24 : Placé sous l'autorité du Directeur, le Secrétariat de la Direction de la Monnaie, du Crédit et de l'Epargne est animé par un (e) Secrétaire de Direction, qui assiste le Directeur dans l'accomplissement de ses fonctions.

A ce titre, il ou elle est chargé(e) de :

- la réception, l'enregistrement et le traitement du courrier arrivé et départ ;
- l'archivage et le classement des dossiers ;
- la gestion des fournitures et matériels de la direction ;
- l'organisation des audiences du Directeur.

Article 25 : La Division des Finances Extérieures (DFEX) est dirigée par un Chef de Division placé sous l'autorité du Directeur. Il assiste le Directeur dans l'accomplissement de sa mission.

Il est chargé de :

- la préparation à l'élaboration des textes réglementaires régissant les relations financières avec l'étranger ;
- le suivi de l'application de la réglementation des changes par des contrôles sur place et sur pièces ;
- la réception et le traitement des demandes d'autorisation, des déclarations préalables et des comptes rendus relatifs aux opérations financières avec l'étranger ;
- la réception, l'analyse et le traitement, en relation avec la BCEAO, des données et informations servant à l'élaboration de la balance des paiements ;
- le suivi avec la BCEAO, de la position des réserves de change du pays et proposer des mesures visant à rendre son niveau compatible avec les objectifs de la politique monétaire de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) ;
- la préparation des arrêtés d'agrément des activités d'intermédiaires de change, après avis conforme favorable de la BCEAO.

Article 26 : La Division des Activités Monétaires et Bancaires (DAMB) est dirigée par un Chef de Division placé sous l'autorité du Directeur. A ce titre, il assiste le Directeur dans l'accomplissement des missions assignées à la direction.

Il est chargé de :

- la préparation à l'élaboration de la législation et de la réglementation dans les domaines de la monnaie et du crédit ainsi que ceux connexes relevant des attributions de la direction et le suivi de leur application ;
- la préparation des arrêtés d'agrément d'exercice des professions bancaires après avis conforme favorable de la Commission Bancaire de l'UMOA ainsi que les arrêtés d'agrément d'exercice des professions libérales en rapport avec le système financier,
- la surveillance et le contrôle des professions bancaires et des professions libérales qui sont en rapport avec le système financier ;
- la réception et l'analyse des documents comptables et autres informations relevant des banques et établissements financiers ;
- le suivi de la situation des établissements de crédit et proposition des mesures visant la sécurisation permanente de l'épargne publique ;
- la participation aux actions visant la proposition des politiques nationales assurant le développement des institutions financières et des marchés financiers et l'amélioration de l'environnement du système financier ;
- la participation aux études ou réflexions se rapportant aux banques et établissements financiers ;
- le suivi de l'application de la réglementation en vigueur en matière des loteries et salles de jeux ;
- la participation aux réflexions sur les stratégies permettant aux loteries de jouer efficacement leur rôle dans le cadre de la mobilisation de l'épargne intérieure et le financement des activités de développement.

Article 27 : La Division des Etudes et des Systèmes d'Informations (DE/SI) est dirigée par un Chef de Division placé sous l'autorité du Directeur. A ce titre, il assiste le Directeur dans l'accomplissement des missions assignées à la direction.

Il est chargé de :

- la conception et la gestion, en rapport avec les autres services de la direction, du système d'informations générales sur les banques et les établissements financiers, les systèmes financiers décentralisés et les statistiques sur les agrégats monétaires ;
- l'édition et la publication d'un bulletin périodique sur la situation du système financier nigérien ;
- l'élaboration des synthèses périodiques sur l'évolution du contexte économique et monétaire au plan international, de la Zone Franc, de la CEDEAO, de l'UEMOA ;

- la conduite des études générales ou spécifiques entrant dans le cadre de la politique de la monnaie, du crédit et de l'épargne ;
- l'interface avec les organisations régionales et internationales en matière d'informations ;
- la formation et le recyclage des agents en informatique ;
- la gestion du parc informatique ;
- la conception et le développement des applications informatiques ;
- l'installation et la maintenance des logiciels ;
- l'appui aux autres services dans le domaine informatique.

Article 28 : La Division Promotion et Développement des Systèmes Financiers Décentralisés (DP/DSFD) est dirigée par un Chef de Division placé sous l'autorité du Directeur.

A ce titre, il assiste le Directeur dans l'accomplissement des missions assignées à la direction.

Il est chargé de :

- la participation à l'élaboration des politiques et des stratégies nationales en matière de finance inclusive et de développement des systèmes financiers décentralisés ;
- la contribution à la création d'un environnement favorable à l'émergence des réseaux mutualistes ou coopératifs d'épargne et de crédit ;
- l'exercice au plan opérationnel de la tutelle du Ministère des Finances en matière de promotion et de développement des systèmes financiers décentralisés ;
- l'initiation ou la participation à toute étude permettant de mieux connaître le secteur ou de faire prendre des mesures en faveur de son développement, en conformité avec les besoins de l'économie nationale ;
- la promotion de la concertation entre les intervenants en vue d'une harmonisation de leurs appuis en faveur du secteur.

Paragraphe III : De la Direction du Contrôle des Assurances (DCA)

Article 29 : La Direction du Contrôle des Assurances (DCA) est placée sous l'autorité du Directeur Général des Opérations Financières et des Réformes et est dirigée par un Directeur, qui est nommé par décret pris en Conseil des Ministres sur proposition du Ministre des Finances. Il est mis fin à ses fonctions dans les mêmes formes.

A ce titre, il exerce les attributions suivantes :

- l'élaboration et le suivi de l'application de la législation, de la réglementation et de la politique du Gouvernement en matière d'assurances ;
- l'exercice du rôle d'expert et de conseil immédiat en matière d'assurance auprès des autorités nationales ;
- l'organisation et le contrôle des professions d'assurance et de la surveillance générale du marché des assurances ;
- la sauvegarde des intérêts des assurés et bénéficiaires de contrats d'assurance et de capitalisation ;
- la définition des orientations et la promotion du marché des assurances conformément au Traité de la Conférence Interafricaine des Marchés d'Assurances (CIMA) ;
- le contrôle des Experts Techniques concourant à l'évaluation des sinistres et à la bonne exécution des contrats ;
- l'instruction des dossiers de demande d'agrément, de modification des statuts et d'autorisations diverses des sociétés d'assurances ;
- l'instruction des dossiers d'autorisation d'exercice de la profession d'intermédiaire et le suivi du respect des règles de qualification professionnelle et solvabilité requises par la profession ;
- le suivi des contrats d'assurances souscrits par l'Etat en veillant à la bonne rédaction de leurs clauses ;
- la sauvegarde des relations avec la Commission Régionale de Contrôle des Assurances (CRCA) et les autres organes de la CIMA ;
- la gestion du Fonds de Contrôle et de Surveillance des Organismes et Opérations d'Assurances (FCSOA).

Article 30 : Placée sous l'autorité directe du Directeur, le Secrétariat de la Direction du Contrôle des Assurances est animé par un(e) Secrétaire de Direction, qui assiste le Directeur dans l'accomplissement de ses missions.

A ce titre, il ou elle est chargé (e) de :

- la réception, l'enregistrement et le traitement du courrier arrivé et départ ;
- le classement et l'archivage des dossiers ;
- la gestion des fournitures et matériels de la direction ;
- l'organisation des réunions du Directeur.



Article 31: La Division Contrôle des Comptes et Statistiques (DCCS) est dirigée par un Chef de Division placé sous l'autorité du Directeur. Il assiste le Directeur dans l'accomplissement de sa mission.

Il est chargé de :

- l'analyse, l'exploitation des états financiers et l'élaboration du compte rendu annuel des opérations des sociétés d'assurances ;
- la conception, l'analyse et l'exploitation des états statistiques et la collecte de toutes les données nécessaires au bon fonctionnement du secteur ;
- le suivi des relations avec les auditeurs externes et les commissaires aux comptes ;
- le suivi de la mise en œuvre des plans de redressement des sociétés d'assurances ;
- le suivi de la représentation des provisions techniques requises ;
- l'appréciation de la qualité du portefeuille des placements, notamment l'évaluation du portefeuille des valeurs immobilières et mobilières et de leur orientation par rapport à l'intérêt général et aux critères d'un bon placement (sécurité, liquidité et rentabilité) ;
- la mise en œuvre des mesures et sanctions relatives aux retards, absences dans la production des états financiers et des états statistiques ;
- la centralisation de toutes les données nécessaires à l'information de la direction ;
- le contrôle sur pièces et sur place des sociétés d'assurances ;
- la vérification de tous les livres, registres, contrats, bordereaux, procès-verbaux, pièces comptables, documents quelconques relatifs à la situation de l'entreprise et à toutes les opérations pratiquées ;
- la vérification des comptes (caisses, banques, CCP) et des portefeuilles ;
- le contrôle de l'application de la législation et de la réglementation prévues pour l'industrie des assurances et l'emploi des fonds détenus à l'occasion d'opérations d'assurance ou de capitalisation ;
- la participation aux activités de contrôle des services techniques ;
- la conduite de toute étude se rapportant aux dossiers techniques ;
- le suivi des décisions de transformations des sociétés (fusions, scissions, etc...) et des transferts de portefeuille en matière d'assurances ;
- le suivi des relations entre les institutions nationales et internationales en matière d'assurance ;
- la centralisation de toutes les informations relevant de la direction ;
- le traitement des données sur le secteur des assurances.

Article 32 : La Division Législation et Réglementation (DLR) est dirigée par un Chef de Division placé sous l'autorité du Directeur. Il assiste le Directeur dans l'accomplissement de sa mission.

Il est chargé de :

- l'élaboration et la mise à jour de la législation et de la réglementation en matière d'assurances ;
- la conduite des études nécessaires au développement du secteur ;
- l'instruction des dossiers de demandes d'agrément d'exercice ;
- la mise en œuvre des décisions relatives aux retraits d'agréments ;
- le suivi des décisions de transformations des sociétés (fusions, scissions, etc.) et des transferts de portefeuille ;
- l'analyse et l'exploitation des états financiers des intermédiaires ;
- la conciliation des litiges entre assureurs d'une part, et entre assureurs, assurés et bénéficiaires de contrats d'autre part ;
- le contrôle de la gestion des intermédiaires et des experts techniques ;
- la mise en œuvre de toutes mesures et sanctions relatives aux infractions commises ;
- la mise à jour et la publication de la liste des intermédiaires d'assurances.

Article 33 : La Division Formation et Systèmes d'Information (DF/SI) est dirigée par un Chef de Division placé sous l'autorité du Directeur. Il assiste le Directeur dans l'accomplissement de sa mission.

Il est chargé de :

- la formation, le perfectionnement et le recyclage des agents et cadres moyens appelés à travailler dans les compagnies d'assurances, les administrations de contrôle et les entreprises publiques, parapubliques et privées ;
- le suivi des relations entre le siège de l'Institut International des Assurances (IIA) de Yaoundé et l'Association Professionnelle des Assureurs sous la supervision de la Direction du Contrôle des Assurances ;
- la centralisation des besoins en formation, en perfectionnement et en recyclage ;
- la détection des compétences nationales pouvant assurer pour le compte de l'IIA et du Centre de Perfectionnement et de Formation en Assurances (CFPA), les missions d'expertise, d'audit, de consultations et d'enseignement ;
- l'installation et l'entretien du parc informatique ;
- la formation et le recyclage des agents sur les technologies de l'information et de La communication ;
- la formulation des besoins de la direction en matière informatique.

Article 34 : La Brigade des Commissaires Contrôleurs des Assurances (BCCA) est dirigée par un Chef de Brigade placé sous l'autorité du Directeur. Il assiste le Directeur dans l'accomplissement de sa mission.

Il est chargé de :

- la planification et l'organisation des missions de contrôle ;
- la réalisation du contrôle sur pièces et sur place des sociétés et intermédiaires d'assurances ;
- la vérification de tous les livres, registres, contrats, bordereaux, pièces comptables, procès-verbaux, documents quelconques relatifs à la situation de l'entreprise et à toutes les opérations qu'elle pratique ;
- la vérification des comptes (caisses, banques, CCP) et portefeuilles ;
- le contrôle de l'application de la législation et de la réglementation prévues pour l'industrie des assurances et l'emploi des Fonds détenus à l'occasion d'opérations d'assurances ou de capitalisation ;
- la coordination et la supervision des mesures de sauvegarde, du redressement et du retrait d'agrément des sociétés et des intermédiaires d'assurances ;
- la supervision et la coordination des activités de la Brigade ;
- la participation aux activités de contrôle des services techniques.

Paragraphe IV : De la Direction des Entreprises Publiques et du Portefeuille de l'Etat (DEP/PE)

Article 35 : La Direction des Entreprises Publiques et du Portefeuille de l'Etat (DEP/PE) est placée sous l'autorité du Directeur Général des Opérations Financières et des Réformes. Elle est dirigée par un Directeur nommé par décret pris en Conseil des Ministres sur proposition du Ministre des Finances.

Il est mis fin à ses fonctions dans les mêmes formes.

A ce titre, il exerce les attributions suivantes :

- la préparation, la mise en œuvre et le suivi des politiques et réformes gouvernementales dans le secteur des Entreprises Publiques et Parapubliques en étroite collaboration avec les responsables de ces entreprises, les administrations de tutelle technique et les autres structures concernées;
- l'élaboration et le suivi de l'exécution, en relation avec les autres

administrations, des plans de redressement ou de restructuration des Entreprises Publiques et Parapubliques;

- le suivi de privatisation et liquidation d'entreprises publiques;
- l'élaboration, la négociation et le suivi de l'exécution des contrats-programmes et plans d'entreprises, en collaboration avec les responsables de ces entreprises et les structures concernées;
- l'exercice de la tutelle financière des Etablissements Publics, des Sociétés d'Etat et Sociétés d'Economie Mixte et de la gestion des participations de l'Etat;
- la préparation, le suivi et l'évaluation de la politique de subvention en collaboration avec les autres structures concernées;
- l'élaboration et le suivi de l'application de la législation et de la réglementation ainsi que des conventions concernant les Entreprises Publiques et Para publiques;
- le suivi et l'évaluation des dettes croisées entre Entreprises Publiques d'une part et entre l'Etat et les entreprises Publiques d'autre part, en rapport avec les structures concernées ;
- la gestion d'une banque de données sur les Entreprises Publiques, appelée Système d'Information et de Gestion (SIG);
- la production de rapports, de notes et de tableaux de bords périodiques ou circonstanciels relatifs aux Entreprises Publiques et Parapubliques;
- la participation à l'organisation et le contrôle des professions libérales dans les domaines économique, financier et comptable;
- l'étude des dossiers relatifs aux autorisations d'ouverture de Cabinets d'Expertises Comptables, d'Audit et de Conseil en matière économique en collaboration avec l'Ordre des Experts Comptables et des Comptables Agréés;
- le suivi des contentieux des Entreprises Publiques et Parapubliques, en relation avec les structures concernées.

Article 36: Placé sous l'autorité du Directeur des Entreprises Publiques et du Portefeuille de l'Etat, le Secrétariat est animé par un (e) Secrétaire de Direction, qui assiste le Directeur dans l'accomplissement de ses missions.

A ce titre, il ou elle est chargé (e) de:

- la réception, l'enregistrement et le traitement du courrier arrivé et départ;
- le classement et l'archivage des dossiers;
- la gestion des fournitures et matériels de la direction;

- l'organisation des réunions du Directeur.

Article 37 : La Division des Etudes, des Statistiques et des Systèmes d'Information (DES/SI) est dirigée par un Chef de Division placé sous l'autorité du Directeur. Il assiste le Directeur dans l'accomplissement de sa mission.

A ce titre, il est chargé de :

- la participation à la conception, au suivi et à l'évaluation des programmes des réformes du secteur des Entreprises Publiques et Parapubliques ;
- la réalisation ou faire réaliser des audits et des études sur les Entreprises Publiques ;
- la conception et la gestion de la base des données sur les Entreprises Publiques et Parapubliques appelée SIG ;
- la participation à la conception, au suivi et à l'évaluation des contrats programmes entre l'Etat et les Entreprises Publiques et Parapubliques ;
- l'étude des dossiers des demandes d'ouverture de cabinet d'expertise comptable, d'audit et de conseil en matière économique ;
- l'introduction des nouveaux outils de gestion dans les Entreprises Publiques et Parapubliques en associant des institutions de formation ;
- la production des rapports, les notes et tableaux de bord périodiques ou circonstanciés relatifs aux Entreprises Publiques et Para publiques ;
- l'exploitation des procès-verbaux, comptes rendus et rapports des réunions des Assemblées Générales et des Conseils d'Administrations ;
- le suivi de la mise en œuvre des décisions des Assemblées Générales et des Conseils d'Administration ;
- le contrôle de la régularité des Conseils d'Administration (validité des mandats des Administrateurs) ;
- la formation et le recyclage des agents dans le domaine informatique ;
- la gestion du parc informatique;
- la conception et le développement des applications informatiques ;
- l'installation et la maintenance des logiciels.

Article 38 : La Division Juridique et du Contentieux (DJC) est dirigée par un Chef de Division placé sous l'autorité du Directeur. Il assiste le Directeur dans l'accomplissement de sa mission.

Il est chargé de :

- la formulation et le suivi des réformes institutionnelles et juridiques dans le

secteur des Entreprises Publiques et Para publiques ;

- la formulation d'avis sur tout projet de texte concernant les Entreprises Publiques et Para publiques ;
- le suivi de l'application des lois, des règlements et des conventions dans le secteur des Entreprises Publiques et Parapubliques ;
- le suivi des liquidations et des privatisations des Entreprises Publiques et Parapubliques ;
- le suivi du contentieux des Entreprises Publiques et Parapubliques.

Article 39 : La Division du Suivi du Portefeuille de l'Etat (DSPE) est dirigée par un Chef de Division placé sous l'autorité du Directeur. Il assiste le Directeur dans l'accomplissement de sa mission.

Il est chargé de :

- la centralisation des titres de participations et le suivi des mouvements d'élément du portefeuille (participation ou cession des titres) en rapport avec les structures concernées ;
- la production des rapports, des notes et des tableaux de bords périodiques ou circonstanciels relatifs au suivi du portefeuille de l'Etat;
- l'élaboration et le suivi de concert avec la DJC de toute convention entre l'Etat et les Entreprises Publiques et Parapubliques ou l'Etat et les tiers relativement aux Entreprises Publiques et parapubliques ayant un impact sur le portefeuille de l'Etat ;
- l'exercice de la tutelle financière des Etablissements Publics, des Sociétés d'Etat, des Sociétés d'Economie Mixte et la gestion des participations de l'Etat ;
- la représentation de l'Etat aux Assemblées Générales des Entreprises Publiques et Parapubliques ;
- la proposition des représentants du Ministère des Finances aux Conseils d'Administration des Entreprises Publiques et Parapubliques ;
- le suivi des dividendes dus par les Entreprises Publiques et Parapubliques en collaboration avec la DES/SI et la DSC ;
- l'élaboration et la gestion d'un système d'informations spécifiques sur les participations de l'Etat au niveau national et international.

Article 40 : La Division du Suivi et de la Comptabilité (DSC) est dirigée par un Chef de Division placé sous l'autorité du Directeur. Il assiste le Directeur dans l'accomplissement de sa mission.

Il est chargé de:

- le suivi des subventions accordées aux Entreprises Publiques et Parapubliques ;
- le suivi de l'état des comptes domiciliés dans les livres du Trésor National au nom des Entreprises Publiques et Parapubliques ;
- la participation à l'étude des dossiers relatifs aux autorisations d'ouverture de Cabinets d'Expertises Comptables, d'Audit et de Conseil en matière économique ;
- le suivi des dettes croisées entre Entreprises Publiques d'une part et entre l'Etat et les Entreprises Publiques d'autre part en rapport avec les autres structures concernées ;
- le suivi des matériels et mobiliers mis à la disposition de la DEP/PE.

Paragraphe V : De la Direction du Suivi de la Coopération Financière(DSCF)

Article 41 : La Direction du Suivi de la Coopération Financière est placée sous l'autorité du Directeur Général des Opérations Financières et des Réformes. Elle est dirigée par un Directeur nommé par décret pris en Conseil des Ministres sur proposition du Ministre des Finances.

Il est mis fin à ses fonctions dans les mêmes formes.

A ce titre, il exerce les attributions suivantes :

- la contribution à l'élaboration et au suivi de la mise en œuvre de la politique nationale et des stratégies d'endettement public ;
- la contribution à l'élaboration et au suivi de la mise en œuvre de la coopération financière avec les partenaires bilatéraux et multilatéraux ;
- le suivi de l'élaboration et de la mise en œuvre des programmes de coopération financière et d'appui budgétaire avec les partenaires techniques et financiers de l'Etat, autres que ceux conclus avec le FMI ;
- la préparation technique et le suivi des activités du cadre de partenariat pour l'appui budgétaire ;
- le suivi de l'évolution des instruments financiers internationaux et l'aide publique au développement en cohérence avec les standards internationaux ;
- le secrétariat technique du Comité de suivi des PPP du Ministère des Finances ;
- la préparation, en relation avec le Comité de suivi des PPP, de la participation aux négociations, à la formulation d'avis et à la mise en œuvre des projets de PPP ;
- le suivi de la gestion des contrats de PPP, autres que ceux à paiements publics ;

- la mise en place d'une base de données de suivi des opérations financières liées aux contrats de PPP, notamment ceux à paiements par les usagers ;
- l'élaboration des études thématiques et la formulation d'avis sur les questions de coopération financière.

Article 42 : le Secrétariat est animé par un (e) Secrétaire de Direction, qui assiste le Directeur dans l'accomplissement de ses fonctions.

A ce titre, il (elle) est chargé (e) de :

- la réception, l'enregistrement et le traitement du courrier arrivé et départ ;
- le classement et l'archivage des dossiers ;
- la gestion des fournitures, mobilier et matériel de la direction ;
- l'organisation des réunions de Direction.

Article 43 : La Division Etudes et Affaires Juridiques (DEAJ) est dirigée par un Chef de Division placé sous l'autorité du Directeur. Il assiste le Directeur dans l'accomplissement de sa mission.

A ce titre il est chargé de :

- la participation à l'élaboration des conventions et accords de financement issus des négociations bilatérales et multilatérales ;
- la formulation d'avis sur les projets de conventions et accords de prêts, notamment l'appréciation des conditions financières et des risques juridiques y associés ;
- le suivi du processus d'établissement des instruments juridiques ;
- le suivi de l'évolution des règles et des conditionnalités générales de financement des PTF ;
- la préparation technique des activités du secrétariat du Comité PPP du Ministère des Finances ;
- la participation aux négociations, à la formulation et au suivi de la mise en œuvre des contrats de partenariats publics-privés (PPP) ;
- la mise en place et la mise à jour régulière d'une base de données de suivi des opérations financières liées aux contrats de PPP, notamment ceux à paiements par les usagers ;
- la participation aux travaux techniques dans le cadre de la mise en œuvre de la politique d'endettement public.

Article 44 : La Division du Suivi des Programmes d'Appui Budgétaire (DSPAB) est dirigée par un Chef de Division placé sous l'autorité du Directeur. Il assiste le Directeur dans l'accomplissement de sa mission.

A ce titre il est chargé de :

- la contribution à l'élaboration, au suivi de la mise en œuvre et à l'évaluation des programmes d'appui budgétaire ;
- la préparation des réunions et le suivi des décisions issues du cadre de partenariat pour l'appui budgétaire ;
- le suivi des missions globale et spécifique d'évaluation des programmes d'appui budgétaire ;
- le suivi des décaissements des appuis budgétaires ;
- le suivi des actions de réformes à mettre en œuvre par les ministères sectoriels contenues dans les matrices des programmes d'appui budgétaire ;
- la réalisation de toutes études, notes visant l'efficacité de l'aide publique en lien avec les politiques nationales de développement.

Article 45 : La Division du Suivi de la Coopération Bilatérale (DSCB) est dirigée par un Chef de Division placé sous l'autorité du Directeur. Il assiste le Directeur dans l'accomplissement de sa mission.

A ce titre il est chargé de :

- la contribution à la formulation, à la mise en œuvre et à l'évaluation des cadres, commissions mixtes de coopération avec les partenaires bilatéraux ;
- le suivi de la mise en œuvre des projets réalisés dans le cadre de la coopération bilatérale ;
- la tenue et la mise à jour d'informations sur la coopération avec chaque partenaire bilatéral ;
- la formulation d'avis sur les projets d'accords ou conventions de partenariat ;
- le suivi de la mise en œuvre des conditionnalités relatives aux accords bilatéraux ;
- la contribution au suivi de la dette avec les agences de coopération des pays partenaires ;
- le suivi et la participation aux missions et visites de travail organisées avec les partenaires bilatéraux.

Article 46 : La Division du Suivi de la Coopération Multilatérale (DSCM) est dirigée par un Chef de Division placé sous l'autorité du Directeur. Il assiste le Directeur dans l'accomplissement de sa mission.



A ce titre il est chargé de :

- la contribution à la formulation, à la mise en œuvre et à l'évaluation des cadres, commissions mixtes de coopération avec les partenaires multilatéraux, autres que ceux relatifs aux appuis budgétaires ;
- le suivi de la mise en œuvre des projets réalisés avec le concours des institutions financières multilatérales ;
- la tenue et la mise à jour d'informations sur la coopération avec chaque partenaire multilatéral ;
- la formulation d'avis sur les projets d'accords ou conventions de partenariat ;
- le suivi de la mise en œuvre des conditionnalités relatives aux accords multilatéraux ;
- le suivi et la participation aux missions et visites de travail organisées avec les partenaires multilatéraux ;
- la contribution au suivi de la dette avec les institutions financières multilatérales ;
- le suivi de l'évolution des principaux instruments financiers en cohérence avec les standards internationaux afin d'assurer l'efficacité de la coopération financière multilatérale.

Paragraphe VI : De la Direction de la Dette Publique(DDP)

Article 47 : La Direction de la Dette Publique est placée sous l'autorité du Directeur Général des Opérations Financières et des Réformes. La Direction de la Dette Publique est dirigée par un Directeur nommé par décret, pris en Conseil des Ministres sur proposition du Ministre des Finances. Il est mis fin à ses fonctions dans les mêmes conditions.

A ce titre il est chargé de :

- la gestion et le suivi de la dette extérieure et intérieure de l'Etat, y compris les PPP à paiements publics et le suivi des garanties et passifs conditionnels ;
- la gestion de la dette directe de l'Etat ;
- la gestion de la dette rétrocédée ;
- la gestion de la dette garantie ;
- la coordination des travaux d'analyse des projets d'accords ou conventions et des négociations de nouveaux emprunts ;
- le suivi des évolutions des directives communautaires sur les questions d'endettement ;
- la gestion des bases de données et des systèmes d'information sur la dette publique de l'Etat, des collectivités territoriales et des entreprises et établissements publics ;
- la production des statistiques et les rapports sur la dette publique, y compris les PPP ;

- le suivi de la gestion de la dette intérieure issue de la consolidation des arriérés de paiements intérieurs de l'Etat ;
- le secrétariat du Comité Technique du Comité Interministériel de Suivi de la Politique d'Endettement de l'Etat et de Négociation des Aides Budgétaires ,
- la préparation technique, en lien avec le Secrétariat Permanent du Comité Interministériel, de l'élaboration de la stratégie à moyen terme et annuelle d'endettement public ;
- la préparation technique, en lien avec le Secrétariat Permanent du Comité Interministériel, des travaux d'analyse de la viabilité de la dette publique ;
- la conduite d'études dans le cadre des opérations de restructuration de la dette publique (ré-échelonnement, rachat, refinancement, conversion...) ;
- la contribution à la gestion des emprunts de l'Etat auprès des Banques locales ;
- la gestion des frais de réparations civiles et du contentieux ;
- la gestion des avances de dettes intérieures résultant des dépôts des correspondants ;
- la gestion des intérêts sur bons du trésor et découvert ;
- la préparation, en relation avec le Comité de suivi des PPP, la participation aux négociations, à la formulation d'avis et à la mise en œuvre des projets de PPP ;
- la centralisation et la préparation des avis de soutenabilité budgétaire à soumettre à l'attention du Comité de PPP ;
- la gestion des échéances des contrats de PPP à paiements publics et des instruments de garantie y associés ;
- la mise en place d'une base de données de suivi des opérations financières liées aux contrats de PPP, notamment ceux à paiements publics et aux passifs conditionnels.

Article 48 : placé sous l'autorité directe du Directeur, le secrétariat de la Direction de la Dette Publique est animé par un(e) Secrétaire de Direction, qui assiste le Directeur dans l'accomplissement de ses missions.

A ce titre, il est chargé de :

- la réception, l'enregistrement et le traitement du courrier arrivé et départ ;
- l'archivage et classement des dossiers ;
- l'organisation des audiences du Directeur ;
- la gestion des fournitures et matériels de fonctionnement.

Article 49 : La Division de la Dette Intérieure (DDI) est dirigée par un Chef de Division placé sous l'autorité directe du Directeur. Il assiste le Directeur dans l'accomplissement de sa fonction.

A ce titre, il est chargé de :

- la gestion des emprunts de l'Etat à moyen et long terme contractés auprès des Banques locales ;
- la gestion des avals accordés par l'Etat aux emprunts intérieurs ;
- le remboursement des droits indûment perçus par l'Etat et des dommages et intérêts ;
- la gestion des arriérés intérieurs et du contentieux de l'Etat ;
- la gestion des avances de dettes intérieures résultant des dépôts des correspondants ;
- la gestion des intérêts sur bons du trésor et découvert ;
- la préparation de la contribution de la direction à participation aux négociations, à la formulation d'avis et à la mise en œuvre des projets de PPP ;
- la gestion des échéances des contrats de PPP à paiements publics et des instruments de garantie y associés ;
- la mise en place et la mise à jour régulière d'une base de données sur les CPPP, notamment ceux à paiements publics, les garanties et les passifs conditionnels y associés.

Article 50 : La Division de la Dette Extérieure (DDE) est dirigée par un Chef de Division placé sous l'autorité directe du Directeur. Il assiste le Directeur dans l'accomplissement de sa fonction.

A ce titre, il est chargé de :

- la préparation des dossiers, la formulation d'avis et la participation aux négociations des accords et conventions de prêts avec les partenaires extérieurs ;
- le suivi des emprunts et des avals extérieurs ;
- la contribution à l'élaboration de la stratégie d'endettement public et aux travaux d'analyse de la viabilité de la dette publique ;
- l'établissement des demandes de règlement du service de la dette publique extérieure ;
- la régularisation des paiements du service de la dette extérieure ;
- la préparation de la contribution de la direction à la participation aux négociations, à la formulation d'avis et à la mise en œuvre des projets de PPP, notamment ceux portés par les partenaires non-résidents ;
- la gestion en collaboration avec la division de la dette intérieure des échéances des contrats de PPP à paiements publics portés par les partenaires non-résidents et des instruments de garantie y associés.

Article 51: La Division des Etudes et des Statistiques (DES) est dirigée par un Chef de Division placé sous l'autorité directe du Directeur. Il assiste le Directeur dans l'accomplissement de sa fonction.

A ce titre, il est chargé de :

- la conduite des études générales et ponctuelles en matière de dette publique ;

- la préparation, en relation avec la Division de la Dette Extérieure, des documents relatifs aux rééchelonnements de la dette et de mener les études nécessaires dans le cadre de toute opération de restructuration de la dette publique (rachat, conversion...) ;
- la participation aux missions de négociations financières ;
- la préparation technique des travaux d'élaboration des documents de politique nationale, de stratégies d'endettement et d'analyses de viabilités ;
- la production des rapports trimestriels et annuels sur la dette publique ;
- la préparation et la publication des statistiques sur la dette publique ;
- la préparation et la centralisation des avis sur la soutenabilité budgétaire des contrats de PPP à l'attention du Comité PPP ;
- la préparation de la contribution de la direction à la participation aux négociations, à la formulation d'avis et à la mise en œuvre des projets de PPP, notamment ceux portés par les partenaires non-résidents ;
- le suivi des évolutions des directives et standards en matière de gestion de la dette au niveau régional et international et la mise en conformité de la réglementation nationale.

Article 52 : La Division Systèmes d'Information et Gestion des Données (DSI/GD) est dirigée par un Chef de Division placé sous l'autorité directe du Directeur. Il assiste le Directeur dans l'accomplissement de sa fonction.

A ce titre, il est chargé de :

- la gestion du système d'informations (serveurs, applications, logiciels) nécessaires à une gestion efficace et moderne de la dette publique ;
- la gestion et la mise à jour régulière de la base de données de la dette publique, y compris celle des PPP, des garanties et passifs conditionnels ;
- l'assistance technique et la formation en matière informatique aux autres divisions de la direction ;
- le suivi de la veille technologique relativement aux logiciels et progiciels nécessaires à la gestion de la dette publique.




CHAPITRE IV : DES DISPOSITIONS FINALES

Article 53 : Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires notamment l'arrêté n°0111/MF/CAB du 13 mars 2014, portant organisation et attributions de la Direction des Entreprises Publiques et du Portefeuille de l'Etat (DEP/PE) et l'arrêté n°0482/MF/SG/DGOF/R du 08 décembre 2016, portant organisation de la Direction Générale des Opérations Financières et des Réformes et fixant les attributions des responsables.

Article 54 : Le Secrétaire Général du Ministère des Finances et le Directeur Général des Opérations Financières et des Réformes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel de la République du Niger.

Ampliations :

MF/CAB1
MDB/CAB.....1
SG.....1
Toutes DG.....1
Toutes DN1
J.O1
ARCHIVES1

